

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 67.178 du 30 juin 1997

A.70.969/VI-13.417

A.70.970/VI-13.418

En cause : **1. l'association sans but lucratif
Fédération des étudiants francophones,**

2. MONARD Pamela,
ayant élu domicile chez
Me Pascal BERTRAND, avocat,
rue Rioul 13/3
4500 Huy,

contre :

la Communauté française,
représentée par son Gouvernement,
ayant élu domicile chez
Me Marc UYTENDAELE, avocat,
rue Capitaine Crespel 2-4
1050 Bruxelles.

LE PRESIDENT DE LA VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 septembre 1996 par l'association sans but lucratif Fédération des étudiants francophones qui demande l'annulation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu la requête introduite le 13 septembre 1996 par Pamela MONARD qui demande l'annulation du même arrêté;

Vu l'arrêt n° 61.887 du 20 septembre 1996 joignant les causes et rejetant les demandes de suspension d'extrême urgence;

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M. BOUVIER, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 6 juin 1997 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 25 juin 1997 à 9.30 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M. ANDERSEN, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me P. DEBROUX, loco Me P. BERTRAND, avocat, comparaissant pour les parties requérantes et Me G. UYTENDAELE, loco Me M. UYTENDAELE, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. BOUVIER, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'acte attaqué a été abrogé, en son article 3, §§ 1^{er} à 4, par le décret du 4 février 1997 modifiant la législation dans le domaine de l'enseignement

réformant l'organisation et le financement de l'enseignement supérieur, entré en vigueur le 1^{er} septembre 1996; que le recours est dès lors devenu sans objet,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Il n'y a plus lieu de statuer.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 8.000 francs, sont mis à charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre, le trente juin 1900 nonante-sept par :

M. ANDERSEN, président de chambre,
M^{me} MALCORPS, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

M.-Chr. MALCORPS.

R. ANDERSEN.